

Retour sur l'année 2014 (3/8)

A Limoges, le maire joue sans complexe la carte du « changement »

La Croix revient sur des faits marquants de l'actualité de l'année. Aujourd'hui, le basculement à droite de Limoges, à gauche depuis 102 ans, lors des dernières élections municipales.



(JOUHANNAUD Thomas / POPULAIRE DU CENTRE)

Émile-Roger Lombertie est élu maire de Limoges, le 30 mars 2014.

Neuf mois après les élections municipales, les habitants de Limoges n'en reviennent toujours pas. Le 30 mars 2014, ils ont mis fin à 102 ans de gestion socialiste en élisant, à la faveur d'une triangulaire et avec seulement 600 voix d'avance, le candidat UMP Émile-Roger Lombertie.

Fin du « système Rodet »

Un électrochoc dans une ville qui n'avait connu que trois maires depuis 1947 et que l'on considérait comme la « Rome du socialisme ». « *Les Limougeauds ont été surpris de leur propre audace* », témoigne Vincent Brousse, professeur d'histoire et écrivain. Lassés du « système Rodet », le maire qui régnait sur la ville depuis 1990, beaucoup espéraient un changement. Ils n'ont pas été déçus.

À l'austère et peu expansif Alain Rodet a succédé un psychiatre de 63 ans récemment encarté à l'UMP aussi chaleureux que totalement incontrôlable dans son expression. « *C'est paradoxal pour un psychiatre, mais il n'a aucun surmoi* », s'amuse un observateur de la vie locale. « *Il est sans filtre. Il dit tout ce qu'il pense. Pour lui, la politique est avant tout un jeu* », confirme Stéphane Bobin, président de l'association « 55 citoyens pour Limoges ».

Des premières mesures anti-mendicité et anti-prostitution

Depuis, les conseils municipaux sont animés. Émile-Roger Lombertie n'hésite pas à attaquer frontalement l'incurie de son prédécesseur et à couper régulièrement la parole à des opposants désarçonnés. Ses premières mesures sont tout aussi directes: arrêtés anti-mendicité et anti-prostitution afin de « nettoyer » le centre-ville, augmentation des effectifs de la police municipale installée en grande pompe dans la caserne Marceau récemment vidée de ses militaires, installation de caméras de vidéo-surveillance refusées par l'ancien maire et fin de la gratuité des activités périscolaires en opposition à une réforme qui est, selon lui, « *un bordel monstre* ».

Des décisions qui ont fait hurler la gauche et le milieu associatif. « *Je m'en fous!* », rétorque l'édile avec un franc-parler désarmant. Il fait valoir que ces mesures étaient dans son programme et ne semblent pas déplaire aux habitants. Ces derniers constatent ainsi la disparition des filles d'Europe de l'Est qui avaient depuis quelques mois envahi les allées du parc du Champ de Juillet, près de la gare.

« *Alain Rodet gérait la ville avec une idée absolue de la République qui ne correspondait plus à la réalité, explique Émile-Roger Lombertie. Il n'a pas su prendre en compte l'évolution sociologique de la ville et la détresse de ses propres électeurs.* »

L'électorat des quartiers populaire désormais tourné vers le FN

Il y a pourtant eu des signaux d'alertes, estiment Vincent Brousse et le géographe Thierry Moreau, qui rappellent les bons scores enregistrés à la fois par le Front de gauche et le FN lors des précédentes élections locales. Leur analyse cartographique du scrutin montre très bien « *l'effondrement d'Alain Rodet aux élections municipales là où il disposait traditionnellement d'une assise solide: dans les quartiers populaires qui se sont portés massivement sur le FN et dans les faubourgs résidentiels, où les électeurs ne se sont pas déplacés, ainsi qu'une forte mobilisation de l'électorat de droite* ».

> **Lire aussi :** Sévère défaite pour la gauche aux municipales, la « vague bleue » confirmée

Dans une ville qui s'appauvrit et où les inégalités sociales se sont fortement creusées, l'ancien maire a payé à la fois des erreurs de gestion – une dévitalisation du centre-ville au profit de vastes zones commerciales et d'équipements installés en périphérie – et une forme d'aveuglement sur les changements à l'œuvre dans sa ville. « *Quand on lui parlait insécurité ou immigration, il nous disait que c'étaient des rumeurs* », s'insurge le leader du FN Vincent Gérard dont la liste, présente pour la première fois aux municipales, a réalisé 18 % des voix au premier tour.

Règlements de compte au sein du PS local

« *On avait le nez dans le guidon. Il y a des choses qu'on ne voyait plus et qu'on n'entendait plus* », convient le conseiller municipal socialiste Philippe Reilhac, qui réfute pourtant l'idée d'un « *basculement à droite* » de la ville. « *C'est la percée du FN et l'abstention de notre électorat, dans un contexte national difficile, qui a fait l'élection de Lombertie* », explique-t-il. Le PS local, qui a perdu dans la foulée un siège de sénateur de la Haute-Vienne jugé imperdable, n'en finit pas depuis de régler ses comptes. « *Ils sont dans le déni des résultats* », regrette Vincent Brousse.

> **Lire aussi :** Aux municipales, Limoges et Guéret infligent un camouflet au PS

En attendant, le maire, qui se définit lui-même comme « *gaulliste social* », pratique selon certains « *le grand écart* ». Il a confié la présidence de la commission des finances au Front de gauche et dans le même temps, a mis en place un comité chargé d'examiner les subventions aux associations, avec à sa tête un élu du Front national. Stéphane Bobin, délégué local d'Anticor (association anticorruption), a de son côté obtenu la mise en place d'un comité d'éthique et de transparence et la retransmission en vidéo des conseils municipaux. « *Pour l'instant, il est surtout dans le symbolique, juge Philippe Reilhac qui souligne l'inexpérience de la nouvelle équipe. On attend désormais du concret. Le prochain budget sera l'heure de vérité.* »

Repères - La vague bleue des élections municipales

Les 23 et 30 mars 2014, les élections municipales se sont traduites par une défaite sans précédent de la gauche. Sur les 542 communes de plus de 9 000 habitants qu'elle dirigeait, la gauche en a perdu 171, le PS à lui seul 133.

La droite, qui dirige désormais 643 villes de plus de 9 000 habitants, a repris à la gauche dix villes de plus de 100 000 habitants: Toulouse, Saint-Étienne, Angers, Reims, Caen, Tours, Limoges et Argenteuil, gagnées par l'UMP, Amiens par l'UDI, et Saint-Paul de La Réunion par un divers droite.

À Limoges, le maire PS Alain Rodet a été battu au second tour par l'UMP Émile-Roger Lombertie par 45,07 % des voix contre 43,81 % et 11,1 % au candidat du Front national.

(Source: note du Cevipof, avril 2014, et ministère de l'intérieur.)

Céline Rouden (envoyée spéciale à Limoges)

<http://www.la-croix.com/Actualite/France/A-Limoges-le-maire-joue-sans-complexe-la-carte-du-changement-2014-12-24-1258312>

